

Accord interprofessionnel
CRÉATION DU FONDS D'ASSURANCE FORMATION
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
(6 juillet 1972)

AVENANT N° 3 DU 6 JUILLET 2011
RELATIF AUX STATUTS DE L'AGEFOS
NOR : ASET1151188M

Entre :

La CGPME,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'intitulé de l'annexe I (Statuts nationaux) de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, est ainsi rédigé :

« Les partenaires sociaux au niveau national, c'est-à-dire :

– la CGPME, pour la partie patronale ;

– les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires ou ayant adhéré à la convention du 6 juillet 1972 (modifiée les 22 juin 1973, 9 avril 1974, 30 juillet 1979, 25 janvier 1985, 10 juillet 1992, 30 novembre 1993, 13 février 1995, 25 mai 1998 et 24 février 2006) créant l'AGEFOS PME, devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME (nommées confédérations syndicales de salariés signataires dans les textes statutaires), pour la partie salariée,

ont établi les présents statuts qui sont annexés à l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME. »

Article 2

L'alinéa unique de l'article 1^{er} « Objet » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, est ainsi rédigé :

« Les présents statuts ont pour objet de déterminer les conditions de gestion de l'AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur,

dans le cadre de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, ainsi que des articles L. 6332-7 à L. 6332-12 et R. 6332-1 à R. 6332-62 ainsi que R. 6332-85 et R. 6332-86 du code du travail. »

Article 3

L'article 2 « Siège » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, est ainsi rédigé :

« Le siège de l'OPCA est sis 187, quai de Valmy, Paris 10^e.

Il peut être transféré à tout autre endroit en France par décision du conseil d'administration national de l'OPCA. »

Article 4

Le titre de l'article 3 « Administration du fonds » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, est ainsi rédigé :

« Administration de l'OPCA ».

L'article 3 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, est ainsi rédigé :

« L'OPCA, dans le respect des dispositions de l'article L. 6332-2-1 du code du travail, est administré par le conseil d'administration national prévu à l'article 2 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Les membres du conseil d'administration national, dont le mandat est de deux ans, sous réserve des dispositions du 3^e alinéa ci-dessous, sont désignés, au plan national :

- pour le collège patronal, par la CGPME ;
- pour le collège salarié, par les cinq confédérations syndicales de salariés signataires de la convention devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Ils peuvent être remplacés à tout moment, en ce qui concerne le collège patronal, par la CGPME et, en ce qui concerne le collège salarié, par les confédérations syndicales de salariés signataires de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME. »

Article 5

Les deux premiers alinéas de l'article 4 « Conseil d'administration » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, sont remplacés par les cinq alinéas suivants :

« Le conseil d'administration national est, conformément à l'article 2 de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME, l'instance qui gère l'OPCA.

Le conseil d'administration national se réunit 4 fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son président et son premier vice-président ou sur la demande du quart de ses membres.

A ce titre, il examine et arrête les comptes annuels ou intermédiaires, propose l'affectation des résultats à l'assemblée générale et adopte le rapport de gestion annuel des trésoriers.

Cette réunion du conseil d'administration national est convoquée par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Le commissaire aux comptes, chargé de présenter son rapport, est convoqué dans les mêmes conditions. »

Au 3^e alinéa du même article 4, devenu le 6^e alinéa, il est ajouté, après le mot : « modifiée », les mots : « devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME ».

Le 4^e alinéa du même article 4, devenu le 7^e alinéa, est ainsi rédigé :

« Afin d'assurer un fonctionnement régulier du conseil d'administration national de l'OPCA, les modalités de représentation de la CGPME et des confédérations syndicales de salariés signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, en cas d'empêchement des administrateurs désignés, sont précisées dans le règlement intérieur national. »

Les 5^e, 6^e et 7^e alinéas du même article 4 deviennent les 8^e, 9^e et 10^e alinéas.

Article 6

Il est ajouté à l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, un article 5 nouveau ainsi rédigé :

« Article 5

Assemblée générale

L'assemblée générale de l'OPCA, composée des membres du conseil d'administration national, est chargée en outre :

- d'approuver les comptes annuels ainsi que les comptes combinés ;
- de décider de l'affectation des résultats ;
- de nommer le commissaire aux comptes national.

Elle est convoquée par lettre recommandée avec avis de réception au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Le commissaire aux comptes est convoqué dans les mêmes conditions.

Ses modalités de fonctionnement sont identiques à celles du conseil d'administration national précisées à l'article 4, alinéas 5, 6, 7 et 8. »

Article 7

L'article 5 « Bureau » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 6.

Au 3^e alinéa de ce nouvel article 6, il est ajouté après le mot : « modifiée », les mots : « devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME ».

Aux 10^e et 16^e alinéas de ce nouvel article 6, le mot : « conseiller » est remplacé par le mot : « membre ».

Au 17^e alinéa de ce nouvel article 6, les mots : « de la convention » sont remplacés par les mots : « de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME ».

Le 20^e alinéa de ce nouvel article 6 est ainsi rédigé :

« Le conseil d'administration national délègue, sous son autorité, aux membres du bureau national les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion ordinaire de l'OPCA, notamment en organisant les dépenses et en représentant l'OPCA en justice et dans les actes de la vie civile. »

Le 21^e alinéa de ce nouvel article 6 est ainsi rédigé :

« Par délégation du conseil d'administration national et de son bureau, et en accord avec le premier vice-président, le président représente AGEFOS PME pour tous les actes de la vie civile. »

Article 8

L'article 6 « Règlement intérieur national » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 7.

L'alinéa unique de ce nouvel article 7 est ainsi rédigé :

« Le conseil d'administration national établit le règlement intérieur national qui précise, dans le respect de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME et des présents statuts, les modalités de fonctionnement statutaire de l'OPCA auxquelles il entend donner un caractère permanent. »

Article 9

L'article 7 « Financement des organisations et indemnités » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 8.

Le titre de ce nouvel article 8 est ainsi rédigé :

« Article 8

Financement des organisations

Rémunération des missions et services des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME afin d'assurer la gestion paritaire de l'AGEFOS PME.

Financement des organisations représentatives des employeurs et des salariés au plan national interprofessionnel pour contribuer collectivement au développement de la formation professionnelle continue »

Ce nouvel article 8 est ainsi rédigé :

« Le financement de la rémunération des missions et services de gestion des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, afin d'assurer la gestion paritaire de l'OPCA, c'est-à-dire :

- la CGPME, pour la partie patronale ;
- les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, pour la partie salariée, s'effectue conformément aux dispositions de l'article 7 de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Il en est de même pour le financement au niveau national des organisations représentatives des employeurs et des salariés au plan national interprofessionnel pour contribuer collectivement au développement de la formation professionnelle continue.

Dans le cadre de la rémunération des missions et services des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, ces organisations, gestionnaires de l'OPCA, prennent en charge les frais d'indemnisation, de déplacement et de séjour de leurs représentants dans les instances statutaires de l'AGEFOS PME.

Elles prennent également en charge les frais de déplacement et de séjour de leurs représentants au sein de la commission paritaire nationale d'application de l'accord du 20 septembre 2004.

Par ailleurs, en dehors des réunions des instances mentionnées ci-dessus, l'OPCA prend en charge les frais de déplacement et de séjour de ces représentants dans l'exercice des missions et représentations qui leur seraient confiées. »

Article 10

L'article 8 « Le directeur général et les directeurs en région » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 9.

Le titre de ce nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« Le directeur général et les directeurs des associations de gestion régionales ou interrégionales. »

Il est ajouté à ce nouvel article 9, avant le sous-titre « 8.1 – Le directeur général », devenu le sous-titre 9.1, un 1^{er} alinéa ainsi rédigé :

« La mission, les responsabilités, les conditions d'exercice de la fonction et les modalités d'intégration et de départ des cadres dirigeants salariés sont fixées au plan national et précisées dans le règlement intérieur national et règlement intérieur régional-type (Statut du directeur). »

Au 2^e alinéa du nouveau point 9.1 de ce nouvel article 9, les mots : « , constitutive du fonds d'assurance formation des salariés des PME (AGEFOS PME) » sont remplacés par les mots : « devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME. »

Le 4^e alinéa du nouveau point 9.1 de ce nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« Il anime la structure administrative nationale de l'OPCA ; ».

Le 10^e alinéa du nouveau point 9.1 de ce nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« – des relations de nature administrative avec les associations de gestion régionales ou interrégionales chargées de gérer les sections paritaires régionales ou interrégionales de l'OPCA, en particulier auprès des directeurs en région, les sections professionnelles paritaires et, le cas échéant, les établissements de gestion dédiés à des secteurs et branches professionnels ; ».

Au 11^e alinéa de ce nouveau point 9.1 du nouvel article 9, les mots : « de ces derniers » sont remplacés par les mots : « des directeurs en région ».

Le sous-titre du nouveau point 9.2 du nouvel article 9, est ainsi rédigé :

« 9.2. – Les directeurs des associations de gestion régionales ou interrégionales ».

Le 2^e alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« Ces règles communes s'appliquent aux salariés assumant une fonction de direction au plan technique des associations de gestion régionales ou interrégionales chargées de gérer les sections paritaires régionales ou interrégionales de l'OPCA et, selon les dispositions prévues à l'article 2 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME. »

Au 3^e alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9, il est ajouté après le mot : « régionale » les mots : « ou interrégionale ».

Le 4^e alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« Le directeur en région, salarié du siège national de l'OPCA, est engagé par le conseil d'administration national après avis conforme du conseil d'administration de l'association de gestion régionale ou interrégionale. »

Aux 5^e et 6^e alinéas de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9, il est ajouté, après le mot : « régionale », les mots : « ou interrégionale ».

Le 8^e alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« Placé sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration national et du bureau national auxquels il rend compte régulièrement, le directeur en région applique, dans le cadre du contrat de mandat, les orientations et directives définies par le conseil d'administration national pour atteindre, au plan territorial, les objectifs énoncés dans le préambule et l'article 1^{er} de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME ainsi que les objectifs éventuellement définis par le conseil d'administration de la section paritaire régionale ou interrégionale pour son champ d'intervention. »

Aux 9^e et 11^e alinéas de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9, il est ajouté après le mot : « régionale » les mots : « ou interrégionale ».

Au 15^e alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9, les mots : « du fonds » sont remplacés par les mots : « de l'OPCA ».

Au 16^e alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9, il est ajouté, après le mot : « national », les mots : « ainsi qu'au conseil d'administration de l'association de gestion régionale ou interrégionale dont il dépend. »

Article 11

L'article 9 « Organisation et fonctionnement des commissions, comités, groupes d'études et sections professionnelles, entreprises et groupes » visés au 4^e alinéa du sous-chapitre « Adhésion des entreprises » du chapitre « a) Adhésion » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 10.

Le titre de ce nouvel article 10 est ainsi rédigé :

« Article 10

Organisation et fonctionnement

- des commissions, comités et groupes d'études ;
- des sections professionnelles paritaires et des établissements de gestion dédiés aux secteurs et branches professionnels ;
- des entreprises et groupes visés au 4^e alinéa du sous-chapitre « Adhésion des entreprises » du chapitre « a) Adhésion » des entreprises et intégration des secteurs et branches professionnels » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME »

Le 1^{er} alinéa du sous-chapitre « Commissions, comités, groupes d'études » de ce nouvel article 10 est ainsi rédigé :

« Pour faciliter la réalisation des missions que s'est assigné l'OPCA conformément aux dispositions du préambule et de l'article 1^{er} de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, le conseil d'administration national peut décider la création de comités, commissions et groupes d'études dont il nomme le président et, si le poste existe, le vice-président. »

Le 3^e alinéa de ce sous-chapitre de ce nouvel article 10 est ainsi rédigé :

« Celle-ci est l'organe permanent d'études et de réflexion sur les politiques susceptibles d'être menées par l'OPCA en matière de formation professionnelle continue, en lien avec les commissions régionales de formation (CRF) et les sections professionnelles paritaires (SPP). »

Les actuels 4^e et 5^e alinéas de ce sous-chapitre sont supprimés.

Le titre du sous-chapitre « Sections professionnelles » du nouvel article 10 est ainsi rédigé :

« Sections professionnelles paritaires ».

Le 1^{er} alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10 est ainsi rédigé :

« Les sections professionnelles paritaires sont destinée à permettre aux secteurs et aux branches professionnels ayant désigné par accord collectif l'AGEFOS PME comme l'organisme collecteur des contributions versées au titre de la formation professionnelle continue (y compris les sommes destinées au financement du contrat de professionnalisation) pour leurs entreprises ressortissantes, de bénéficier, selon les règles définies dans une convention cadre par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, des moyens de l'AGEFOS PME pour mettre en œuvre une politique nationale de formation dans la branche professionnelle concernée. »

Au 2^e alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, les mots : « du fonds » sont remplacés par les mots : « de l'OPCA ».

Le 3^e alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10 est ainsi rédigé :

« Les sections professionnelles paritaires sont constituées conformément aux dispositions de l'article R. 6332-16 du code du travail, après accord du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME. Elles sont placées sous l'autorité du conseil d'administration national. Leur gestion est paritaire. »

Au 4^e alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, il est ajouté, après le mot : « compétences », les mots : « qui s'appuie sur les orientations définies par leurs CPNE respectives. »

Il est ajouté à ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, un 5^e alinéa nouveau ainsi rédigé :

« S'agissant de la partie patronale, les sommes correspondant à la rémunération des missions et services afin d'assurer la gestion paritaire des sections professionnelles, prévue aux articles R. 6332-35, R. 6332-43, R. 6332-44 et R. 6332-45 du code du travail, sont versées aux fédérations professionnelles de branche, gestionnaires des sections professionnelles concernées. »

Les 5^e et 6^e alinéas de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10 deviennent les 6^e et 7^e alinéas.

Au nouveau 7^e alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, il est ajouté, après le mot : « professionnelles », le mot : « paritaires ».

Après ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, il est ajouté un nouveau sous-chapitre ainsi rédigé :

« Etablissements de gestion dédiés à des secteurs ou branches professionnels

Pour favoriser l'intégration d'un secteur ou d'une branche professionnelle au sein de l'AGEFOS PME et faciliter les relations entre les entreprises de ce secteur ou de cette branche professionnelle et les services techniques du siège national de l'OPCA, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut créer un établissement de gestion dédié à ce secteur ou à cette branche professionnelle.

Cet établissement est chargé de mettre en œuvre la politique de formation du secteur ou de la branche professionnelle considéré(e) dans leur champ d'intervention, en respectant les objectifs assignés à l'OPCA tels que prévus au préambule de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Placé sous l'autorité et la responsabilité du conseil d'administration national, il assure toutes missions qui lui sont confiées par ce dernier, en particulier d'information, de sensibilisation, d'accompagnement et de conseil, auprès des entreprises de son secteur ou de sa branche professionnelle.

Pour mettre en œuvre la politique de formation du secteur ou de la branche professionnelle considéré(e), cet établissement fonctionne en liaison avec une ou des section(s) professionnelle(s) paritaire(s) déjà constituée(s) au sein de l'AGEFOS PME.

Le conseil d'administration national crée au sein de cet établissement une commission paritaire de suivi, agissant sous sa responsabilité, chargée principalement :

- du contrôle de la gestion de la formation dudit secteur ou branche professionnel ;
- des demandes de financement.

Le règlement intérieur national peut apporter toutes précisions nécessaires concernant les modalités de fonctionnement des établissements de gestion ainsi créés.

Au vu de la mise en œuvre du dispositif mentionné aux alinéas précédents, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut décider d'y apporter tout aménagement qui s'avérerait nécessaire. »

Le titre du sous-chapitre « Entreprises et groupes » visés au 4^e alinéa du sous-chapitre « Adhésion des entreprises » du chapitre « a) Adhésion » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME » du nouvel article 10 est ainsi rédigé.

« “Entreprises et groupes”, visés au 4^e alinéa du sous-chapitre “Adhésion des entreprises” du chapitre “a) Adhésion des entreprises et intégration des secteurs et branches professionnels” de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME ».

Au 1^{er} alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, les mots : « de l'article L. 132-19-1 du code du travail » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 2232-21 du code du travail ».

Article 12

L'article 10 « Conférence nationale » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 11.

Le 1^{er} alinéa du nouvel article 11 est remplacé par les trois alinéas suivants :

« La conférence nationale, assemblée d'informations et d'échanges et lieu d'expression des confédérations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME est convoquée par le conseil d'administration national tous les 2 ans.

Le bon déroulement de la conférence nationale est placé sous la responsabilité du bureau national par délégation du conseil d'administration national de l'OPCA.

Elle est constituée en nombre égal des représentants du collège patronal, désignés au plan national, par la CGPME, et du collège salarié, désignés par chacune des 5 confédérations syndicales de salariés signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME. »

Le 2^e alinéa de l'article 10 devient le 4^e alinéa de ce nouvel article 11.

Le 3^e alinéa de l'article 10, qui devient le 5^e alinéa de l'article 11, est ainsi rédigé :

« L'ordre du jour de la conférence nationale, ses modalités de fonctionnement, sa composition tenant compte des différentes composantes de l'OPCA, les documents à mettre à la disposition des participants, ainsi que le nombre des délégués des organisations susvisées, sont arrêtés par le conseil d'administration national. »

Le 4^e alinéa de l'article 10, devenu l'article 11, est supprimé.

Le 5^e alinéa de l'article 10, qui devient le 6^e alinéa de ce nouvel article 11, est ainsi rédigé :

« Elle est informée de la marche de l'OPCA par les rapports d'activité du conseil d'administration national. »

Article 13

L'article 11 « Modifications » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 12.

L'alinéa unique de ce nouvel article 11 est remplacé par les deux alinéas suivants :

« Toute modification des présents statuts est décidée conformément à l'article 9 de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Le président de l'OPCA doit faire connaître dans les 3 mois à la préfecture du département du siège de l'OPCA, au titre du registre spécial des associations, tous les changements survenus dans l'administration de l'OPCA ainsi que les éventuelles modifications apportées à ses statuts. »

Fait à Paris, le 6 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)